

États-Unis

Comment les programmes de développement post-COVID-19 intègrent-ils systématiquement les objectifs climatiques et environnementaux ?

Engagements politiques, stratégies et outils

Les engagements politiques des États-Unis

Les États-Unis se sont joints aux autres membres du G7 dans leurs déclarations sur le climat, l'environnement et la biodiversité telles qu'énoncées dans le communiqué du Sommet de Carbis Bay de 2021 ([Carbis Bay Summit Communiqué](#)).

Le [gouvernement Biden-Harris](#) s'attelle actuellement à l'élaboration de ses politiques et programmes et entend mobiliser une approche à l'échelle de la société tout entière qui sollicite la contribution des États, des villes, des petites et grandes entreprises, de groupes de la société civile et d'autres acteurs en vue de créer une économie zéro émission nette, aux énergies propres, qui profite à tous. Lors de la 76^e session de l'Assemblée générale nationale des Nations Unies (AGNU 76), le président Biden s'est engagé à faire des États-Unis un chef de file dans le financement public de l'action climatique pour les pays en développement.

Les États-Unis ont en outre réintégré l'Accord de Paris sur le climat, convoqué un sommet des dirigeants ([Leaders Summit](#)) et désigné un envoyé spécial du président pour le climat. Le pays vise à faire de la transition aux énergies propres un pilier central de ses efforts de relance économique sur le plan intérieur, porteur à la fois de prospérité nationale et de crédibilité internationale en tant que chef de file de l'agenda mondial sur le changement climatique. Parallèlement à ces efforts nationaux, les États-Unis aideront des partenaires du monde entier à atténuer les effets du changement climatique et à s'y adapter et le pays se tient prêt à apporter une aide humanitaire et au développement aux nations et aux communautés.

Cibles

L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) entend inclure des objectifs spécifiques dans la nouvelle stratégie climat à l'échelle de l'agence, en cours d'élaboration. Le gouvernement américain a énoncé une série d'objectifs dans ses annonces du Sommet sur le climat ([Climate Summit Announcements](#)), notamment :

- Les États-Unis ont l'intention de doubler, d'ici à 2024, leur financement public annuel consacré à l'action climatique dans les pays en développement relativement au niveau moyen atteint au cours du deuxième mandat du gouvernement Obama-Biden (exercice 2013-16). Pour y parvenir, les États-Unis entendent tripler leur financement de l'adaptation au changement climatique d'ici à 2024.
- Au moins un tiers des nouveaux investissements qui passeront par la Development Finance Corporation seront rattachés à des efforts de lutte contre la crise climatique.

- L'USAID mobilisera un investissement de 250 millions USD dans le but d'attirer 3.5 milliards USD de financement du secteur privé pour faire face aux crises climatiques au cours des trois prochaines années.
- L'USAID soutiendra des trajectoires vers le zéro émission nette pour un maximum de 20 économies à croissance rapide à l'aide d'une démarche de très forte intensification des programmes de l'USAID de financement de l'action climatique par le secteur privé, notamment par le biais de réformes des politiques publiques et le renforcement de l'action institutionnelle afin de parvenir à des réductions spectaculaires des émissions d'ici à 2030. Plusieurs objectifs spécifiques ont été fixés pour les cinq prochaines années, notamment d'aider 20 pays à mobiliser jusqu'à 20 % des financements nécessaires à la mise en œuvre de leurs contributions déterminées au niveau national (CDN), et d'aider 20 pays vulnérables à doubler les fonds du secteur privé mobilisés en vue d'atteindre des objectifs de résilience et d'adaptation au changement climatique d'ici à 2025.
- L'USAID combinera des projets de protection des forêts, de restauration des écosystèmes forestiers et de reboisement à des activités d'exploitation forestière en vue de protéger et de reboiser 20 millions d'hectares d'ici à 2025.

Stratégies et politiques permettant l'intégration systématique

L'USAID est en train d'élaborer une nouvelle stratégie Climat, dont le projet sera publié pour commentaires en novembre 2021. D'autres documents à venir, comme le plan stratégique conjoint USAID-Département d'État : 2023-2027, traitera de l'approche intégrée et pangouvernementale des États-Unis dans la lutte contre le changement climatique.

Par l'intermédiaire de l'USAID dans le cadre de stratégies régionales ou nationales de coopération pour le développement ([Regional or Country Development Co-operation Strategies](#)), les États-Unis adoptent au niveau des pays une approche systématique d'évaluation et de résolution des risques climatiques et de gestion de l'adaptation à ceux-ci. Les États-Unis sont en train de définir d'autres mesures afin d'intégrer dans l'ensemble des programmes de développement la dimension de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets. Cette approche implique de faire face aux risques et d'élargir les mesures d'adaptation ou d'atténuation à davantage de secteurs, comme ceux de la sécurité alimentaire, de l'eau, de la santé, de l'aide humanitaire, de la démocratie et de la gouvernance, des droits de l'homme, d'atténuation des conflits, de réduction des risques de catastrophes, de consommation rationnelle énergétique et de préservation de la biodiversité.

L'USAID a créé son cadre de gestion de l'environnement et des ressources naturelles ([Environmental and Natural Resources Management \(ENRM\) Framework](#)) en vue de coordonner, d'unifier et d'élever les problématiques de l'environnement, du changement climatique et de la gestion des ressources naturelles à l'échelle de l'Agence. En outre, la mise en œuvre par l'USAID de la stratégie Indo-Pacifique des États-Unis comprend un cadre de garanties et de sécurité des ressources naturelles ([Natural Resources Safeguards and Security \(NRSS\) Framework](#)) qui porte sur une série de thématiques, à savoir les solutions fondées sur la nature en réponse au changement climatique, l'écodélinquance, la production agroalimentaire durable, l'investissement vert, la conservation de la biodiversité, la gestion des ressources naturelles, et la résilience des populations, des lieux et des économies face aux chocs climatiques.

Dispositifs et piliers clés

Le cadre ENRM ([ENRM Framework](#)) de l'USAID répond aux tendances mondiales et met en lumière les possibilités de renforcer les liens positifs qui existent dans deux domaines prioritaires : 1) l'amélioration de la gestion des ressources naturelles en faveur de l'autosuffisance et 2) l'amélioration des systèmes urbains en faveur d'un environnement plus propre et de l'avancement du bien-être humain. Ce cadre précise également des approches de promotion des progrès dans les pays, de recherche de résultats durables et

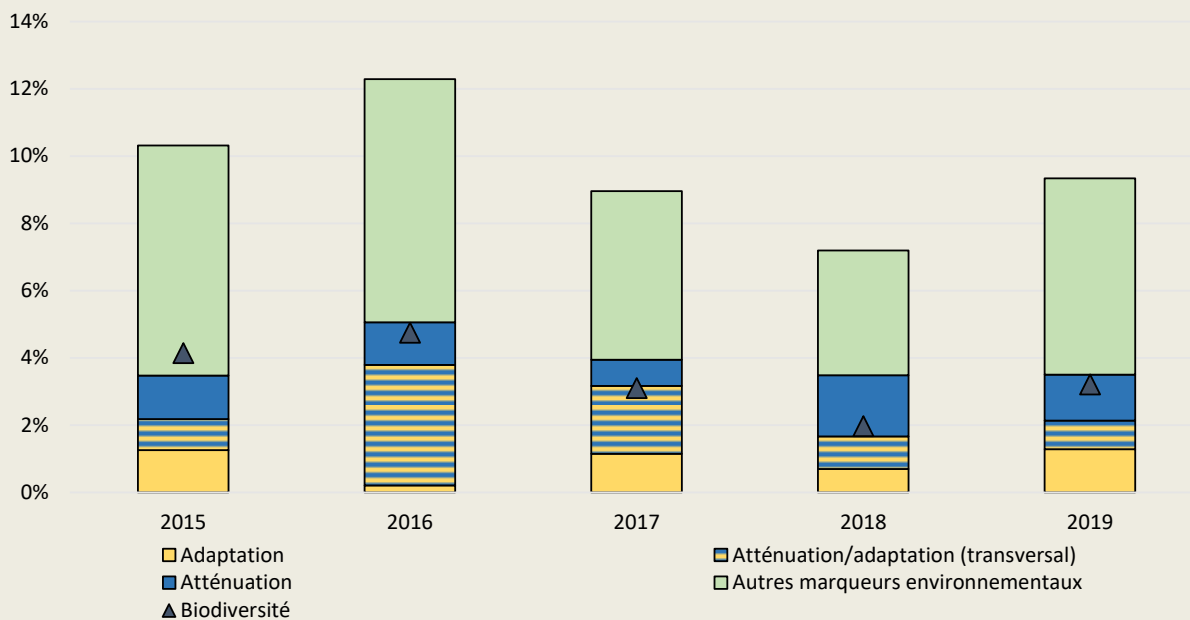
résilients et d'investissements propices à des impacts mesurables dans la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Le cadre [NRSS](#) comprend des cadres stratégiques et réglementaires en faveur de l'application de garanties environnementales et sociales, de l'application cohérente des lois de lutte contre l'écodélinquance et d'incitation de modèles économiques favorables à la production durable de produits agricoles dans toute la région Indo-Pacifique.

Encadré 1. Marqueurs climatiques et environnementaux du Système de notification des pays créanciers

Graphique 1. Intégration par les États-Unis des objectifs climatiques dans l'APD

En proportion de l'aide bilatérale ventilable (engagements)



Note : « Autres marqueurs environnementaux » porte sur les aspects Biodiversité, Environnement et Lutte contre la désertification qui ne se superposent pas avec l'atténuation et l'adaptation. L'APD en lien avec la biodiversité est comprise dans les colonnes, mais elle est aussi présentée séparément, de sorte qu'elle soit plus visible.

Source : OCDE (2021), Système de notification des pays créanciers (base de données), <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=crs1>

Outils opérationnels pour l'intégration systématique

Pour les activités de développement international, toute l'aide étrangère autorisée par la loi « Foreign Assistance Act » de 1961, telle que modifiée, impose des exigences juridiques ([FAA Section 117](#)) et réglementaires ([22 CFR 216](#)) d'évaluation des impacts environnementaux qui découlent de ses actions. Ces exigences sont complétées au sein de l'USAID par la politique opérationnelle de l'Agence ([ADS 204](#)) et par plus d'une vingtaine de directives environnementales ([environmental guidelines](#)) qui visent des secteurs spécifiques, tels que les routes, les déchets d'activités de soins et l'exploitation minière. Le [site Web](#) de l'USAID sur les sauvegardes environnementales fournit des orientations, des outils et des

règlements concernant les évaluations de l'impact environnemental (EIE). L'USAID dispose également d'un vaste programme pour s'assurer de la conception et de la mise en œuvre de plans d'atténuation et de surveillance. L'USAID veille à former son personnel aux EIE et affecte des experts en EIE à chaque mission (plus de 80) chargés d'accompagner l'élaboration, l'examen et la mise en œuvre des évaluations de l'impact et des mesures d'atténuation. Soucieuse de tenir compte des impacts climatiques de ses actions, l'USAID se livre à des analyses de gestion des risques climatiques ([climate risk management \(CRM\)](#)).

En outre, les [articles 118 et 119 du FAA](#) exigent que chaque déclaration de stratégie de pays ou autre plan de pays préparé par l'USAID inclue une analyse des actions nécessaires pour conserver la biodiversité et soutenir la gestion durable des forêts tropicales et indique dans quelle mesure l'USAID traite les actions recensées. De plus, l'USAID accorde une attention particulière aux projets qui concernent les parcs nationaux et les aires protégées, impliquent des [populations autochtones](#) et se répercutent sur les populations vulnérables.

Les règlements, stratégies, outils de soutien, formations et méthodologies adoptés confirment tous l'engagement de l'USAID en faveur d'une prise de décision résiliente face au changement climatique et favorable à l'environnement à chaque étape du cycle de vie du programme.

Cadres de suivi, d'évaluation et d'apprentissage

L'USAID intègre des objectifs environnementaux et climatiques dans les cadres de suivi, d'évaluation et d'apprentissage (MEL) tout au long de son cycle de programmes et conformément aux exigences réglementaires pertinentes. L'USAID a comme politique ([ADS 201](#)) l'obligation d'incorporer tous les besoins en MEL ou en collaboration, apprentissage et adaptation (CLA) dans la conception de l'ensemble des activités et des programmes. À l'aide d'outils de contrôle du respect des articles 118 et 119, de la gestion des risques climatiques et d'autres directives environnementales telles que celles visées plus haut, le personnel de l'USAID et les partenaires d'exécution sont en mesure d'élaborer des cadres MEL/CLA qui intègrent des objectifs environnementaux et climatiques (et atténuent les risques environnementaux et/ou climatiques).

L'USAID recueille des données types sur les résultats opérationnels et de programmes importants obtenus dans le monde entier, qui peuvent ensuite être agrégées pour faire état de résultats globaux concernant l'aide étrangère. Ces documents sont utilisés en interne ainsi que pour remplir les obligations d'en rendre compte au Congrès et au public. Ces indicateurs comprennent des [indicateurs types](#) qui portent spécifiquement sur l'environnement (biodiversité), les énergies propres, l'adaptation au changement climatique et des solutions au changement climatique fondées sur la nature. L'USAID et le personnel des partenaires élaborent d'autres indicateurs adaptés pour répondre aux besoins MEL/CLA subsistants.

L'USAID effectue des évaluations de performance et d'impact des activités. Des illustrations de ce type d'activités figurent dans les sections MEL des portails de connaissances de l'Agence : [climatelinks](#), [biodiversitylinks](#) et [landlinks](#).

Comment les programmes de développement soutiennent-ils la transition, déterminée par les pays eux-mêmes, vers des trajectoires de développement durables d'un point de vue environnemental, à faible émission de carbone et résilientes face au changement climatique ?

Soutien à des plans nationaux de transition proportionnés aux objectifs internationaux

Par l'intermédiaire de la Global Climate Ambition Initiative, l'administration américaine s'engage à aider des pays en développement à établir des stratégies de zéro émission nette, à mettre en œuvre leurs

programmes nationaux de lutte contre le changement climatique et à rendre compte de leurs progrès dans le cadre de l'Accord de Paris. Le Département d'État et l'USAID, en collaboration avec d'autres organismes, coordonnent les efforts de l'administration américaine à aider des pays du monde entier à améliorer et à atteindre leurs objectifs climatiques de manière à promouvoir leurs priorités nationales de développement. Cette démarche implique d'engager des relations stratégiques avec les administrations publiques des pays, le secteur privé, la société civile et les communautés pour venir à l'appui de politiques publiques et de programmes à caractère transformateur, renforcer les capacités humaines et institutionnelles et insuffler une dynamique en faveur d'un avenir à zéro émission et résilient face au changement climatique.

La nouvelle stratégie Climat de l'USAID précisera la manière dont l'Agence entend privilégier et intégrer les grandes questions qui se font jour en matière de justice et d'équité, notamment le renforcement d'une collaboration active avec les populations autochtones, les femmes et les filles, les jeunes, et celles et ceux qui sont les premières victimes de la crise climatique, qui ont un accès limité à la prise de décision ou peu d'influence dessus, et qui pourtant remplissent un rôle essentiel pour lutter efficacement contre le changement climatique. Les États-Unis prendront des mesures pour s'assurer que leurs activités liées au changement climatique ne perpétuent pas les inégalités, qu'elles ne causent pas de facteurs de stress liés aux conflits, à la corruption ou à l'injustice ni ne les aggravent.

Lors du [Sommet des dirigeants du G7 à Carbis Bay](#), les États-Unis, aux côtés des autres membres du G7, se sont également félicités des actions menées dans le cadre du programme visant à accélérer la transition du charbon ([Accelerating the Coal Transition \(ACT\) Program](#)) des Fonds d'investissement pour le climat (FIC) et ont annoncé que les donateurs prévoient d'engager jusqu'à 2 milliards USD dans l'année à venir pour soutenir ce programme et d'autres programmes d'intégration des énergies renouvelables. Ces ressources concessionnelles devraient mobiliser jusqu'à 10 milliards USD de cofinancement, notamment du secteur privé, à l'appui du déploiement des énergies renouvelables et de la transition vers celles-ci dans les économies en développement et émergentes.

Exemples de projets visant à soutenir les plans nationaux de transition

- Le [projet transparence et stratégies à long terme \(T-LTS\)](#) aide les pays à élaborer des stratégies à long terme qui sont robustes et transparentes en faveur d'un développement à faible émission de carbone. Ce projet de deux ans met l'accent sur le renforcement des capacités régionales et nationales à modéliser des scénarios de développement, économiques et d'émissions de gaz à effet de serre jusqu'en 2050 et à en rendre compte. Une stratégie à long terme aide à définir les priorités des pays et à éclairer l'élaboration d'activités à court terme, telles que des objectifs d'atténuation du changement climatique sur cinq ans, en vue d'atteindre les objectifs fixés pour le milieu du siècle.
- Les États-Unis ont collaboré avec l'Indonésie au projet [APIK](#) d'adaptation au changement climatique et de résilience face à celui-ci, contribuant ainsi à l'élaboration du Plan d'action national de l'Indonésie pour l'adaptation au changement climatique. Ce plan a par la suite été intégré dans le Plan de développement national 2020-2024 du gouvernement indonésien, qui a mobilisé plus de 3 milliards USD en faveur de l'adaptation au changement climatique.
- Le [projet d'énergies à faibles émissions du Viet Nam \(V-LEEP\)](#) de l'USAID prodigue des conseils au gouvernement du Viet Nam sur des politiques et stratégies destinées à faciliter les investissements dans le développement des énergies renouvelables. Grâce en partie à cette assistance technique, le Viet Nam est passé de la production de moins de 10 mégawatts d'énergie solaire en 2017 à 16 500 gigawatts en décembre 2020, l'énergie solaire représentant aujourd'hui près de 24 % de la capacité énergétique du pays.

Mise en œuvre de la transition vers des trajectoires de développement durables d'un point de vue environnemental, à faible émission de carbone et résilientes face au changement climatique

Les États-Unis se sont engagés à adopter une approche pangouvernementale pour s'attaquer à la crise climatique, notamment par l'intégration de la dimension climatique dans l'ensemble de son portefeuille d'aide et de développement internationaux. Plusieurs stratégies interagences, qui intègrent des considérations liées au changement climatique, sont en cours d'élaboration ou de révision, notamment mais pas exclusivement la stratégie mondiale de sécurité alimentaire (Global Food Security Strategy), la stratégie mondiale de l'eau (Global Water Strategy) et la stratégie mondiale pour la fragilité (Global Fragility Strategy).

La stratégie complète de la sécurité nationale du gouvernement Biden-Harris est en cours d'élaboration dans le cadre d'un processus géré par le Conseil national de sécurité. Le Département d'État et l'USAID préparent conjointement le prochain Plan stratégique conjoint pluriannuel qui sera finalisé et publié d'ici février 2022. L'USAID inscrit dans sa nouvelle stratégie Climat et son plan de mise en œuvre ultérieur son approche d'aide aux pays à s'adapter à des voies de développement résilientes face au changement climatique et à faible émission de carbone. Au niveau de l'Agence, l'USAID et d'autres organismes et programmes d'aide extérieure élaborent et mettent en œuvre toute une série de politiques et de stratégies de développement fondées sur les priorités et le leadership du gouvernement, qui s'accompagneront prochainement d'une stratégie Changement climatique.

Le [Plan du financement climatique international](#) des États-Unis fixe plusieurs objectifs liés à l'apport ou à la mobilisation de ressources financières pour aider les pays en développement à réduire et éviter les émissions de gaz à effet de serre, à renforcer la résilience face au changement climatique et à s'adapter à ses impacts.

Les États-Unis ont l'intention de doubler, d'ici à 2024, leur financement public annuel consacré à l'action climatique dans les pays en développement relativement au niveau moyen atteint au cours du deuxième mandat du gouvernement Obama-Biden (exercice 2013-16). Pour y parvenir, les États-Unis entendent tripler leur financement de l'adaptation au changement climatique d'ici à 2024. Le gouvernement Biden travaillera en étroite collaboration avec le Congrès pour atteindre ces objectifs. La prochaine stratégie Climat de l'USAID, ainsi qu'une prochaine politique de résilience, énonceront les objectifs et les cadres nécessaires à la réalisation des objectifs d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets.

La [politique Biodiversité de l'USAID](#) envisage un avenir où la biodiversité foisonne et le bien-être humain progresse grâce à des avancées en prospérité économique, en équité sociale et en gestion environnementale. Dans la poursuite de cette vision, l'USAID s'emploie à réaliser deux objectifs qui se renforcent mutuellement : 1) conserver la biodiversité dans les lieux prioritaires et 2) intégrer la biodiversité comme composante essentielle du développement humain.

Soutien à des infrastructures durables et de qualité

Lors du Sommet des dirigeants du G7 à Carbis Bay, le président Biden et les autres dirigeants du G7 ont lancé le partenariat [Reconstruire un monde meilleur \(B3W\)](#). « Reconstruire un monde meilleur » est l'initiative qui vise à répondre aux besoins d'infrastructure considérables des pays à revenu faible et intermédiaire, en créant un partenariat propice à des infrastructures qui est à la fois transparent, de haut niveau et axé sur des valeurs, dirigé par les grandes démocraties. Le but recherché est de contribuer à combler le déficit d'infrastructures de plus de 40 000 milliards USD dans les pays en développement, que la pandémie du coronavirus (COVID-19) n'a fait qu'aggraver. À travers le partenariat B3W, le G7 et d'autres partenaires qui se réclament des mêmes idées se concerteront pour mobiliser des capitaux du secteur privé dans quatre grands domaines : le climat, la santé et la sécurité sanitaire, les technologies

numériques, et l'équité et l'égalité entre les sexes, en s'appuyant sur des investissements catalyseurs provenant des institutions américaines de financement du développement respectives. Les efforts de B3W seront guidés par des normes et des principes élevés, tels que ceux promus par le réseau Blue Dot Network (voir plus loin). Lors du Sommet du Quad <https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/09/24/fact-sheet-quad-leaders-summit/> qui a eu lieu en septembre 2021, les États-Unis et d'autres membres du Quad ont proposé plusieurs mesures liées au climat et aux infrastructures en faveur des pays en développement de la région Indo-Pacifique.

Les États-Unis, de concert avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce de l'Australie et la Banque japonaise pour la coopération internationale, ont lancé le concept du réseau [Blue Dot Network](#), qui vise à promouvoir des investissements d'infrastructure de qualité qui sont ouverts et inclusifs, transparents, économiquement viables, financièrement, écologiquement et socialement durables, et conformes aux normes, lois et réglementations internationales.

L'USAID soutient la conception, la remise en état et la construction d'infrastructures énergétiques, d'approvisionnement en eau, d'assainissement et de transport, ainsi que d'écoles et d'établissements de santé dans plus de 60 pays. Par ses investissements à l'étranger, l'USAID renforce les capacités locales d'exploitation et de maintenance des infrastructures, afin d'accroître la résilience des pays face aux chocs et de réduire le besoin d'une aide humanitaire d'urgence.

Le développement des infrastructures de l'USAID va au-delà du matériel. L'USAID aide à développer et à construire les systèmes qui subviennent aux besoins de subsistance des populations, à leurs savoirs, à leurs institutions et à leurs ressources. Ces activités de construction, supervisées par les ingénieurs professionnels de l'Agence, sont guidées par la connaissance du terrain, la réglementation, les bonnes pratiques et la situation locales, afin de créer des systèmes plus faciles à utiliser et à entretenir par les entités et les experts du pays.

Un exemple de l'engagement de l'USAID en faveur d'infrastructures de qualité est sa collaboration avec le Japon dans le cadre du [Partenariat Japon-États-Unis en faveur des énergies propres](#). Les États-Unis et le Japon sont convenus des principes d'infrastructures énergétiques de haute qualité, qui s'accompagnent de mesures de sauvegarde environnementales et sociales. On peut citer comme autre exemple son action dans le cadre de l'initiative Indo-Pacifique Renforcer le développement et la croissance par le biais de l'énergie (Asia Enhancing Development and Growth through Energy - « Asia EDGE »). [Asia EDGE](#) promeut des procédures de passation des marchés ouvertes, concurrentielles et transparentes, qui aboutissent à des projets énergétiques de qualité et d'excellent rapport coûts/résultats.

L'USAID soutient également la [coalition destinée aux infrastructures résistantes aux catastrophes](#) (CDRI) pour développer et partager des innovations, des recommandations politiques et des bonnes pratiques dans le développement d'infrastructures résilientes face à des catastrophes et au changement climatique dans le monde entier. L'USAID aidera également les pays à intégrer les bonnes pratiques dans leurs plans d'infrastructures et à inciter des partenariats entre les administrations publiques et le secteur privé afin d'intensifier le développement d'infrastructures résilientes face à des catastrophes et au changement climatique.

Exemples de projets à l'appui de transitions durables d'un point de vue environnemental, à faible émission de carbone et résilientes face au changement climatique

Partout dans le monde, l'USAID compte des réseaux de terrain qui fournissent des programmes d'assistance technique directe en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets dans plus de 45 pays, dont le montant s'élève au total à 362.5 millions USD au cours de l'exercice 2020.

- Le programme [Asia EDGE](#) soutient l'intégration du marché énergétique régional, des progrès en matière de solutions et de systèmes énergétiques novateurs et la modernisation des services

publics. Le programme soutient également les objectifs de financement climatique de l'Inde par le renforcement de la participation du secteur privé dans le secteur énergétique à l'aide de modèles de financement de projets et de partenariats public-privé.

- Le programme [Green Invest Asia](#) soutient la transition de la production de produits agricoles en Asie du Sud-Est vers des modèles de production à faible émission en carbone et résilients face au changement climatique, en sollicitant la participation d'entreprises du secteur privé dont l'influence se répercute à l'échelle de l'industrie tout entière pour mettre en œuvre des engagements de zéro déforestation dans leurs chaînes de matières premières. Ce programme collabore également avec des banques et d'autres institutions financières à l'application d'outils normalisés d'évaluation et de réduction des émissions dans l'ensemble de leurs portefeuilles d'investissement.
- Au titre de l'initiative [Power Africa](#), les États-Unis se sont engagés à transformer la dépendance de la région de l'Afrique australe à l'égard des combustibles fossiles et à contribuer à sa décarbonation. Dans le cadre de ces efforts, l'USAID s'associera avec les gouvernements du Botswana et de la Namibie, la Société financière internationale, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale) et la Banque africaine de développement en vue de soutenir la réalisation du plus grand projet de production d'énergie solaire en Afrique australe, d'une puissance estimée entre 2 et 5 gigawatts. Ce projet vise une diminution de quelque 6.5 millions de tonnes d'émission de CO₂ par an, soit l'équivalent du retrait de la circulation de près de 1.5 million de voitures, grâce au remplacement de l'électricité produite au charbon importée d'Afrique du Sud. L'initiative Power Africa a déjà travaillé avec le gouvernement de l'Afrique du Sud à la création de près de 2 millions de nouvelles connexions sur réseau et hors réseau, à la mobilisation de 4.3 milliards USD d'investissements dans le secteur de l'énergie avec l'aide du gouvernement américain, ainsi qu'à l'augmentation de 662 mégawatts de la capacité de distribution d'électricité de réseau.

D'autres exemples sont donnés dans les profils de pays sur le changement climatique, [ici](#).

Comment les programmes de développement aident-ils les PEID dans leur quête d'un développement durable ?

Réponse aux besoins spécifiques des PEID

Les États-Unis ont lancé l'initiative des petites économies insulaires peu peuplées ([Small and Less Populous Island Economies Initiative, SALPIE](#)), en vue de remédier aux défis économiques posés par la pandémie de COVID-19, favoriser la reprise économique, répondre à la crise climatique et promouvoir des intérêts communs à plus long terme.

Les partenaires de l'USAID collaborent avec 12 nations insulaires du Pacifique au renforcement de leurs capacités à orienter leurs pays vers un avenir stable et prospère. Les États-Unis axent leur soutien autour de mesures de renforcement de la préparation aux catastrophes et de la résilience environnementale, de la santé et de la gouvernance démocratique. Plus d'informations sur les programmes de l'USAID dans ces pays figurent [ici](#).

Dans les Caraïbes, l'objectif de la mission USAID/Caraïbes orientales et méridionales (USAID/ESC) pour la stratégie de coopération pour le développement régional ([Regional Development Co-operation Strategy](#)) (RDCS) de 2020-25 est d'aider ces pays à créer une région des Caraïbes à la fois sûre, prospère et résiliente, qui subvient aux besoins de ses populations vulnérables, résiste aux chocs externes et favorise des institutions responsables, le développement économique et une croissance impulsée par le secteur privé.

La mission USAID/ESC dirige des programmes régionaux dans 11 pays, dont 10 sont situés dans la région des Caraïbes orientales et méridionales, à savoir Antigua-et-Barbuda, la Barbade, la Dominique, Grenade, le Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, le Suriname et Trinité-et-Tobago. En avril 2020, la mission USAID/ESC a également reçu le mandat de supervision programmatique des Bahamas, en raison du rôle rempli par l'USAID dans les programmes de préparation et d'intervention face aux catastrophes.

Le renforcement des capacités de relèvement suite à des chocs et d'adaptation à la variabilité et au changement climatiques est essentiel à la promotion du développement durable. Prenant acte de l'engagement des pays des Caraïbes orientales et méridionales à collaborer sur des approches et des résultats communs en matière de réduction des risques, l'USAID voit là une possibilité d'orienter son soutien vers l'accroissement du partage de l'information, l'élaboration de pratiques et de politiques publiques types, le renforcement de systèmes opérationnels et l'accroissement de la participation et de la résilience des communautés. Les efforts déployés s'appuieront également sur les partenariats solides établis avec des institutions régionales de l'enseignement supérieur et des partenaires publics, comme l'Agence de gestion des urgences et catastrophes des Caraïbes (CDEMA), afin d'assurer des projets adaptés de formation et de sensibilisation régionales au changement climatique. Les programmes de résilience soutiendront des secteurs clés, comme ceux des énergies propres, de l'agriculture et de l'eau, secteurs essentiels au soutien à la stabilité économique et à la croissance, ainsi que l'élaboration de programmes de contingence qui ciblent les jeunes à risque, qui sont les plus susceptibles d'être affectés par les retombées du changement climatique.

Exemples de projets à l'appui du développement durable des PEID

Dans le cadre de l'initiative SALPIE, l'USAID soutient également plusieurs activités régionales qui soulignent l'engagement des États-Unis et leur partenariat de longue date avec huit nations des Caraïbes, à savoir les Bahamas, la Barbade, la République dominicaine, Grenade, la Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines. Ces programmes sont axés autour des thèmes de la résilience climatique et énergétique, de la prévention des risques des catastrophes, du financement du développement et de la croissance économique.

Pour soutenir le développement durable, le partenariat pour les océans et les pêches de l'USAID ([USAID Oceans and Fisheries Partnership](#) - USAID Oceans) lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, renforce la gestion de la pêche et engage le secteur privé à promouvoir une chaîne d'approvisionnement durable et transparente en produits de la mer dans la région Asie-Pacifique.

Soutien à l'accès des PEID aux financements

Le Plan international de financement du climat des États-Unis ([US International Climate Finance Plan](#)) encourage les agences à suivre les flux de financement du climat des États-Unis vers les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays les moins avancés (PMA), ainsi que les efforts de soutien des populations autochtones, des femmes, des filles et d'autres communautés touchées. L'USAID travaille également avec les PEID au renforcement de leur état de préparation à l'accès au financement de l'action climatique.

Le gouvernement américain, par l'intermédiaire de l'USAID, a aidé des partenaires à avoir accès à plus de 200 millions USD de fonds en faveur de l'action climatique auprès d'organisations internationales telles que le Fonds vert pour le climat (FVC), le Fonds pour l'adaptation et le Fonds pour l'environnement mondial. Il y parvient par l'apport d'un soutien technique ciblé à l'élaboration et à la soumission de propositions de projets susceptibles de bénéficier d'un concours financier, qui se traduisent par des actions menées par les pays en vue de répondre aux priorités urgentes de pays insulaires du Pacifique en matière de changement climatique. À titre d'illustration, le projet Climate Ready de l'USAID a soutenu des efforts de renforcement des capacités dans les États fédérés de Micronésie et les Palaos, qui ont obtenu du FVC

en 2021 10.4 millions USD de subventions liées au changement climatique. Ce financement permettra d'accroître la résilience des deux pays face aux impacts du changement climatique. Le projet Climate Ready de l'USAID continue de soutenir d'autres pays insulaires et organisations régionales du Pacifique avec des projets à l'étude d'un montant de 393 millions USD, qui se traduiront par la mobilisation de ressources supplémentaires en faveur de l'action climatique dans le Pacifique.

Le projet [Climate Ready](#) de l'USAID collabore avec des pays insulaires du Pacifique cibles pour les aider à atteindre leurs objectifs d'adaptation au changement climatique et renforcer leur résilience face au climat d'une manière qui est impulsée par les pays, coordonnée, inclusive et équitable. À partir de son siège basé à Suva aux Fidji et de ses bureaux régionaux à Pohnpei dans les États fédérés de Micronésie et à Port Moresby en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le projet Climate Ready de l'USAID aide des pays du Pacifique à élaborer des politiques publiques et des lois d'adaptation au changement climatique.

En outre, l'US Development Finance Corporation (DFC) intervient dans plusieurs pays, y compris dans les PEID. Par exemple, aux Tuvalu, la DFC met en œuvre un instrument d'incitation à l'investissement dont le cadre lui permet de mobiliser des investissements du secteur privé afin de contribuer à la croissance économique et au développement. Dans le cadre de ces accords, la DFC peut mettre à disposition ses outils d'investissement, notamment de financement par emprunt et par actions, d'assurance et de soutien technique, afin de promouvoir la prospérité économique.



Extrait de :

Integrating Environmental and Climate Action into Development Co-operation

Reporting on DAC Members' High-Level Meeting Commitments

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/285905b2-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2022), « États-Unis », dans *Integrating Environmental and Climate Action into Development Co-operation : Reporting on DAC Members' High-Level Meeting Commitments*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/42d6317f-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.